

CONVENTION D'OBJECTIFS
Entre

Le Département de Vaucluse (Département),

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)
et

L'Agence Locale de la Transition Energétique (ALTE)

au titre du déploiement du programme SARE

« Service d'Accompagnement de la Rénovation Énergétique »

Année 2023

Entre :

L'AGENCE LOCALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, dont le siège se

situe 472 Traverse de Roumanille 84400 APT

Ci-après désignée par les termes « **ALTE** » ou « **l'Association** »

Représentée par Monsieur Pierre CHENET

Agissant en qualité de Président pour le compte de ladite association,



La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dont le siège

se situe 1171 Avenue du Mont Ventoux 84200 Carpentras

Ci-après désignée par les termes « **CoVe** » ou « **l'intercommunalité** »

Représentée par Madame Jacqueline BOUYAC en exécution de la délibération n°

XXXXX en date du XXXXX,

Agissant en qualité de Présidente de la CoVe.



Et

Le Département de Vaucluse, dont le siège se situe rue Viala 84 909 Avignon cedex 9

Ci-après désigné par le terme « **Département** »

Représenté par Madame Dominique SANTONI en exécution de la

délibération n° XXXXX en date du XXXXX,

Agissant en qualité de Présidente du Département.



Ci-après désignées collectivement par « **Parties** ».

Cadre juridique

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier pour le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

VU la délibération n°2-20 du 10 février 2020 du conseil communautaire de la CoVe approuvant le PCAET et ses objectifs en terme de rénovation énergétique,

VU l'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

VU la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020,

VU la délibération n° 570 du 11 décembre 2020 par laquelle le Département de Vaucluse a approuvé les termes de la convention régionale 2021-2023 de mise en œuvre du programme « Service d'Accompagnement de la Rénovation Energétique » (SARE) et par laquelle il a confié la mise en œuvre du SARE par convention à différentes structures (labellisées « espaces FAIRE ») dont l'ALTE, sur le territoire de la Cove,

VU la convention régionale de mise en œuvre du programme SARE signée le 7 juillet 2021 entre l'Etat, l'ADEME, les Porteurs associés : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur, les Conseils Départementaux des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes, et les Obligés ARMORINE, DISTRIDYN, ESSO,

CONSIDERANT que les objectifs du PCAET de la CoVe en termes de rénovation fixent un seuil de plus de 33% des logements à rénover soit 1000 logements par an à horizon 2030,

CONSIDERANT que l'ALTE constitue un espace du réseau FAIRE (Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Energétique), dont les conseillers accompagnent les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de logements ou de petits locaux tertiaires privés, et qu'à ce titre elle parait la plus appropriée pour animer le SARE,

CONSIDERANT que l'ALTE a animé et mis en œuvre le SARE sur le territoire de la CoVe en 2021, puis 2022 et que la CoVe souhaite poursuivre ses engagements en faveur de la transition énergétique et reconduire le dispositif.

Préambule

La rénovation énergétique des logements et des bâtiments tertiaires est une priorité nationale qui répond à un triple enjeu : lutter contre le changement climatique, soutenir le développement économique et améliorer la qualité de vie. Les objectifs nationaux de rénovation de 500 000 logements par an ont été déclinés dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial de la CoVe approuvé lors de son conseil communautaire du 10 février 2020. Dans la poursuite de son engagement en faveur de l'habitat, les élus de la CoVe en ont fait une priorité. La CoVe est également signataire d'un Contrat de Transition Ecologique (CTE) qui reprend ces différentes thématiques. Ces stratégies et outils visent à répondre aux objectifs climatiques nationaux et internationaux pour favoriser la transition énergétique du territoire.

Très concrètement, le secteur de l'habitat représente 30% des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques du territoire. La CoVe s'est ainsi fixée l'objectif d'améliorer d'ici 2030, plus de 30% du parc résidentiel, soit 7 000 maisons individuelles et 3 000 appartements, permettant une économie d'énergie de 89 GWh/an sur le territoire.

Le programme national d'information "SARE - Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique" est porté par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et co-porté par la Région Sud PACA pour une déclinaison locale. Ce programme vise à renforcer la mise en œuvre d'actions d'information et d'accompagnement en faveur de la rénovation énergétique des logements et des petits locaux tertiaires privés, sur tout le territoire. Il s'appuie sur le réseau existant « FAIRE » déployé avec le soutien de l'ADEME depuis 2001.

La convention régionale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » en Provence Alpes Côte d'Azur, signée le 07/07/2021 définit les conditions de mise en œuvre et de financement du programme à l'échelle de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Une convention de partenariat entre le Département et l'ALTE a été signée le 19 mars 2021 et renouvelée le 15 septembre 2022 au titre du déploiement du programme SARE. Une convention analogue est en cours de signature pour 2023.

Une convention d'objectifs a été signée entre la CoVe et l'Agence Locale de la Transition Energétique (ALTE) pour le déploiement du dispositif sur le territoire de la CoVe en 2021 et renouvelée en 2022. Les résultats sont atteints sur la majorité des objectifs, soit plus de 1 000 actes réalisés.

Le dispositif est décliné au niveau national sous la marque ombrelle « France Rénov' ». C'est le service public de la rénovation de l'habitat, porté par l'Etat avec les collectivités locales, et piloté par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Dans cette dynamique, la CoVe souhaite poursuivre le développement de l'action et atteindre ses objectifs sur le volet de la rénovation de l'habitat et du petit tertiaire. L'enjeu est d'offrir un service public d'accompagnement des particuliers et des professionnels (entreprises du petit tertiaire) allant du conseil, de l'information au suivi de travaux de rénovation globale dans un objectif de massification de la rénovation énergétique du territoire.

Les espaces conseils France Rénov' sont financés dans le cadre des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) à hauteur de 50% des coûts, le reste étant cofinancé par les collectivités territoriales. Le programme des CEE est structuré par une convention nationale, qui se décline à l'échelle régionale dans la convention régionale de mise en œuvre du programme SARE (cf supra).

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Bénéficiaires : les personnes physiques (ménages, professionnels, etc.) ou personnes morales (entreprises, syndicat de copropriété, etc.) qui bénéficient des actions mises en œuvre dans le cadre du SARE.

Convention nationale : la convention nationale définit les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du programme SARE à l'échelle nationale, le rôle de l'ADEME et l'ANAH, porteurs pilotes, ainsi que les actes métiers et les plafonds des dépenses entrant dans le programme.

Convention territoriale : la convention territoriale définit les modalités de mise en œuvre du programme SARE sur le territoire à l'échelle d'une région.

Comité de pilotage national : le comité de pilotage national (COFIL NATIONAL) assure le pilotage du programme SARE, contrôle sa mise en œuvre.

Comité de pilotage régional : les comités de pilotage régionaux (COFIL REGIONAL) assurent le pilotage du programme SARE à l'échelle du territoire régional ; ils suivent la mise en œuvre du plan de déploiement et valident les appels de fonds régionaux.

Obligés : les obligés ou délégataires qui apportent des fonds pour le déploiement du programme SARE qui obtiennent en contrepartie des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Plan de déploiement du programme : le plan de déploiement du programme précise à l'échelle régionale le déploiement du programme SARE. Il est annexé à la convention territoriale.

Porteur associé : Le porteur associé est une collectivité territoriale ou un EPCI. Il reçoit les fonds des financeurs, il assure la coordination technique ainsi que la gestion financière et administrative sur son territoire. Le porteur associé est responsable de la mise en œuvre des actions opérationnelles. Son rôle, ses engagements et ses missions sont définis dans chaque convention territoriale. Dans la présente convention, le porteur associé est le département de Vaucluse.

Porteur pilote : le Porteur pilote assure la coordination et la gestion globale du programme SARE. Il assure la mission de secrétariat et d'animation des instances de gouvernance ainsi que la gestion des appels de fonds nationaux. Son rôle, ses engagements et ses missions sont définis dans la Convention nationale. Les porteurs pilotes sont l'ADEME pour le petit tertiaire et l'ANAH pour l'habitat.

Programme SARE : programme de mise en œuvre du « Service d'Accompagnement de la Rénovation énergétique ».

Service public France Rénov' : c'est la marque du dispositif. Il s'entend comme un service public unique, gratuit et indépendant. Il s'appuie sur une plate-forme digitale et un numéro de téléphone national unique. Il se décline localement par des espaces conseil France Rénov'.

Espaces Conseil France Rénov' : les Espaces conseils France Rénov' mettent en œuvre les actions du programme SARE. Il peut s'agir de structures d'accueil (EPCI, ALEC, CAUE, ADIL, etc.), des centres de ressources et clusters du Réseau Bâtiment Durable, des opérateurs ANAH ou toute autre structure publique ou privée assurant tout ou partie des missions décrites en annexe 3 de la circulaire du 3 octobre 2019 des acteurs de la rénovation énergétique. En Vaucluse, les structures de mise en œuvre sont l'Agence Locale de la Transition Énergétique (ALTE), le Centre pour l'Environnement et le

Développement des Energies Renouvelables (CEDER) et le Parc Naturel Régional du Luberon (PNRL).
Pour la présente convention, la structure de mise en œuvre est l'ALTE.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, sur le territoire de la CoVe, de :

- définir les modalités de mise en place et de fonctionnement du programme SARE ;
- préciser les objectifs opérationnels de déploiement du SARE;
- fixer les conditions financières du partenariat entre les Parties

La présente convention s'inscrit dans la continuité de la convention régionale du programme SARE signée le 7 juillet 2021 et qui définit l'articulation entre le déploiement du programme au niveau national et le déploiement au niveau régional. Cette convention régionale comporte en annexe le plan de déploiement du SARE sur le territoire de Vaucluse : objectifs 2021-2023, partenariats avec les structures de mise en œuvre, notamment et lien avec les territoires et EPCI. Elle précise également les conditions d'articulation avec la convention départementale mise en œuvre entre le Département et l'ALTE, délibérée le 11 décembre 2020 (délibération départementale n°2020-570) et signée le 19 mars 2021.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention d'objectifs est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2023 et prendra fin à l'extinction des obligations de paiement qui lui sont inhérentes.

Les dépenses éligibles sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 4 – OBJECTIFS DU PROGRAMME SARE

Il convient de rappeler l'articulation des différents objectifs entre eux afin d'en assurer la cohérence.

4.1 : Les objectifs nationaux, régionaux et départementaux

Le déploiement du programme SARE doit permettre de poursuivre les objectifs suivants :

- Sensibiliser, mobiliser les professionnels de la rénovation et les acteurs publics locaux pour renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire) en impliquant les collectivités et les professionnels ;
- Améliorer l'accompagnement des ménages, des copropriétés et du petit tertiaire en proposant un parcours complet afin de permettre le déclenchement de plus de travaux de rénovation : recevoir et conseiller, puis accompagner et enfin suivre et être capable de suivre l'efficacité des travaux pour mesurer les indicateurs d'atteinte des objectifs PCAET ;
- Optimiser et/ou compléter l'articulation avec les dispositifs territoriaux existants, constitués des espaces conseils France Rénov' (Espaces Info Energie, Plateformes territoriales de rénovation énergétique, acteurs de l'habitat, etc.) et organiser une couverture totale du territoire national.

Cette démarche vise à assurer la fiabilité et l'indépendance de l'information délivrée aux ménages/aux propriétaires de locaux petits tertiaires et à apporter une meilleure lisibilité du réseau des acteurs, des aides disponibles et à structurer une gouvernance à l'échelle locale. L'ensemble des signataires sera

donc attentif à l'articulation des dispositifs présents sur le territoire afin que l'ensemble des ménages, éligibles aux aides de l'ANAH ou non, puissent bénéficier d'une équité de traitement et d'accès aux aides disponibles. Ce service public d'information et de conseil est encadré par la réalisation d'actes métiers qui garantissent l'égalité d'information et d'accès à tous les habitants du territoire national.

C'est aussi pour cela que le programme national est financé grâce à la mobilisation des CEE débloqués au fur et à mesure de l'avancement et de l'atteinte des objectifs. Les CEE représentent 50% des coûts du programme. Le reste du financement doit être apporté par les territoires. Les mécanismes financiers sont explicités à l'article 8 de la présente convention.

A l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Etat, l'ADEME, les trois obligés financeurs (ARMORINE, DISTRIDYN, ESSO) et l'ensemble des porteurs associés dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (délibération du 17/12/20) et le Département de Vaucluse (délibération n°2020-570 du 11 décembre 2020) ont signé une convention définissant les modalités de mise en place et de fonctionnement du programme SARE ainsi que les engagements respectifs des différentes parties. Outre l'Etat et l'ADEME, les signataires de cette convention sont les « porteurs associés » suivants : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Métropoles Aix-Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur, les Conseils Départementaux des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes qui se sont positionnés favorablement pour déployer le Programme SARE décliné, depuis 2022, sous la marque France Rénov'. Un avenant à cette convention pour 2022-2023 est en cours.

La Région est désignée comme « porteur associé coordinateur » puisqu'en complément de la mise en place d'un service d'accompagnement intégré dans les zones sans porteurs associés territoriaux, elle se voit également confier la mission de coordination et d'animation du Programme à l'échelle régionale, ainsi que le déploiement d'une communication articulée avec la marque nationale « France Rénov' ». La convention s'inscrit en lien avec la convention nationale du Programme qui définit l'articulation entre le déploiement du Programme au niveau national (pilote par l'ANAH et l'ADEME) et le déploiement au niveau régional.

Sur la base du budget prévisionnel élaboré sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023, tenant compte des actions opérationnelles et des objectifs prévus, le montant global des coûts pour le déploiement du Programme à l'échelle de la région est estimé à 21 602 249€ HT.

Ce montant est cofinancé par les fonds versés par les financeurs obligés et sera complété par les fonds apportés par les porteurs associés, les collectivités territoriales et les intercommunalités. La répartition des fonds par acte métier est prévisionnelle. Des ajustements pourront être réalisés par le COPIL REGIONAL tout en respectant un co-financement maximum de 50% apporté par le programme SARE pour les actes ou actions correspondant à chaque ligne du tableau de financement.

Aux termes de cette convention régionale, le Porteur associé « le Département de Vaucluse » est responsable du pilotage et de la mise en œuvre du programme SARE au niveau du territoire départemental. A ce titre, il reçoit les fonds transmis par les Obligés, et distribue tout ou partie des fonds aux autres collectivités territoriales (EPCI notamment) ou structures de mise en œuvre du programme. Sur le Vaucluse, l'ALTE, le CEDER et le PNR du Luberon ont été choisis pour mettre en œuvre le SARE pour le compte du département en 2021 ; en 2022 la CMAR a intégré ce programme comme structure de mise en œuvre pour les actions en direction du petit tertiaire.

Le budget total maximum estimé pour la période triennale 2021-2023 sur le département de Vaucluse est de 4 531 169 €, ajusté à 3 077 528 € dans l'avenant 2022. Le Département s'est engagé en 2021 à hauteur de 50 000€ dans le SARE dont 3 200€ /an sur le territoire de la CoVe pour atteindre les objectifs. Le co-financement départemental au SARE est porté à 240 889 € dans l'avenant 2022.

Pour 2023, une aide forfaitaire complémentaire pour couvrir les actes A1 et A2 à hauteur de 7 125 € (50% CEE, 50% Département soit 3 562,50 € par financeur) est inscrite à l'avenant à la convention régionale, en cours de signature. Cette aide forfaitaire pourra être mobilisée dès lors que les dépenses réelles pour la mise en œuvre des actes A1 et A2 seraient supérieures au plafond des dépenses financées par acte (A1 / 8€ ; A2 / 50€).

4.2 : Les objectifs pour le territoire de la CoVe

Une vision et des objectifs sur 3 ans

Les Parties ont fixé sur le territoire des objectifs ambitieux et cohérents avec les chiffres du PCAET de la CoVe et l'avancement du programme.

Résultats atteints en 2021, en 2022 et prévisionnel 2023 :

ACTES			Prévisionnel 2021	Résultats 2021	Prévisionnel 2022	Résultats 2022	Prévisionnel 2023
Information de premier niveau		A1	800	476	500	609	650
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	800	413	450	520	563
	Copropriété	A2	0	0	8	8	8
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	400	50	60	64	70
	Copropriété	A4	5	3	3	3	3
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de	Logement individuel	A4 bis	3	0	6	7	6
	Copropriété	A4 bis	3	0	0	0	0
Information de premier niveau du petit tertiaire		B1	36	3	10	6	10
Conseil aux entreprises		B2	12	3	4	4	4
TOTAL ACTES			2059	948	1041	1221	1314
Animation / comm - Ménages		C1	1	1	4	4	4
Animation / comm - Petit tertiaire		C2	1	1	2	1	2
Animation / comm - Professionnels, acteurs locaux		C3	1	1	0	0	2
Actes supplémentaire			0	0	4	0	3
Budget TOTAL			433 097 €	91 427 €	115 178 €	113 464 €	134 714 €
Dont - Budget part CoVe			213 356 €	77 792 €	54 943 €	49 969 €	64 760 €

Ces actes déployés sur le territoire de la CoVe sont détaillés dans l'annexe 1.

ARTICLE 5 – LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Ces objectifs sont prévisionnels et pourront faire l'objet d'ajustements nécessaires en fonction de l'avancement du programme.

Dans l'annexe 2, se trouve le plan de déploiement du service France Rénov' sur le territoire de la CoVe qui reprend les moyens humains, le projet opérationnel ainsi que la communication qui seront déployés sur le territoire.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 4 de la présente convention, ce service SARE s'organise autour de fiches métiers détaillant les cibles et les étapes du parcours de la rénovation, pour les particuliers, les syndicats de copropriétaires et pour le petit tertiaire.

Les « actes métiers » devront être conformes à la définition du guide des actes métiers de la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE, conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020.

Les actes métiers concernés par la présente convention sont les suivants :

- Au titre de l'information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement :
 - o information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - o conseil personnalisé aux ménages ;

- accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de leurs travaux de rénovation globale.
- Au titre de l'information, conseil du petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux :
 - information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - conseil personnel aux entreprises.
- Au titre de la dynamique de rénovation :
 - sensibilisation, communication, animation des ménages ;
 - sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé ;
 - sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux.

ARTICLE 6 – GOUVERNANCE

Le pilotage de ce programme se décline à plusieurs échelles complémentaires entre elles et la gouvernance doit donc être adaptée au mieux pour assurer la fluidité des informations et des prises de décisions.

6.1 : Échelle du territoire de la région

Un COPIL régional est organisé par les instances correspondantes pour suivre l'avancement des actions (technique et financier) engagées à l'échelon régional, coordonner les territoires et valider le montant des appels de fonds régionaux, tel que cela est prévu dans la convention régionale délibérée 17 décembre 2020 (délibération N°20 -884). Le Département participe à ce COPIL.

6.2 : Échelle du territoire du département

Dans la continuité de l'organisation déjà mise en œuvre dans le cadre du programme SARE, une gouvernance spécifique au service France Rénov' est instaurée au niveau du département et pilotée par le Département de Vaucluse, porteur associé, telle que prévue dans le plan de déploiement de la convention régionale délibérée le 11 décembre 2020, renouvelée par avenant délibéré le 24 juin 2022.

Le COPIL départemental sera constitué des représentants suivants :

- Conseil départemental de Vaucluse,
- l'ALTE, le CEDER et le PNR Lubéron,
- Représentants du Réseau France Rénov',
- EPCI impliqués dans la démarche,
- Des acteurs extérieurs pourront être invités à participer afin d'apporter leur expertise (CMAR, ANAH,...),
- L'ADEME et la DREAL, la Région seront invitées.

Ce comité se réunira deux fois par an, en lien avec le COPIL régional.

6.3 : Échelle du territoire de la CoVe

Un « **comité de suivi France Rénov'** » se réunira à l'échelle du territoire de la CoVe afin d'assurer un déploiement adapté aux enjeux locaux tout en étant cohérent avec les échelles départementale et régionale.

Il sera constitué de :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),
- le Département de Vaucluse,
- l'ALTE,
- de tout autre partenaire que la CoVe et l'ALTE jugeraient utiles (l'Ademe, Anah, Conseil régional...).

Les parties assureront un suivi régulier de l'exécution de la convention et de l'état d'avancement du programme d'actions mené par l'ALTE.

Le « comité de suivi France Rénov' » se réunira trois fois par an à l'initiative de la CoVe, en présentiel ou en visioconférence.

Il sera chargé de faire un point sur :

- l'état d'avancement du programme d'actions et l'analyse des indicateurs,
- les évènements.

Trois « réunions de suivi technique » pourront être organisées en complément des « Comités de suivi France Rénov' » si nécessaire. La CoVe organisera les réunions. L'ALTE rédigera les comptes rendus à transmettre à la CoVe pour validation avant transmission maximum 10 jours après la réunion.

Pour participer à la dynamique du territoire et faire le lien avec les autres dispositifs, l'ALTE participera à la demande expresse de la CoVe, à d'autres instances partenariales (OPAH, suivi étude de l'atlas de la rénovation...), à hauteur de 4 réunions/an.

Au total, dans la convention, il est ainsi prévu que l'ALTE participe à 3 comités de suivi, 3 réunions de suivi technique de l'avancement du programme et 4 réunions partenariales au titre du SARE en 2023.

A ce titre notamment, la CoVe majorera sa participation par une aide complémentaire à la nouvelle enveloppe inscrite dans le dispositif France Rénov, intitulée « forfait supplémentaire pour actes A1/A2 », financée à hauteur de 50% par le Département et 50% par les CEE, d'un montant total de 7 125€ € (voir détails article 8.1). Le montant de la majoration de la CoVe sera ajusté en fonction de l'intervention du Département et des dépenses réelles réalisées par l'ALTE et ne pourra pas dépasser 3 562,50€ (hauteur de la participation du Département).

Au cas où d'autres demandes seraient formulées par la CoVe, elles devront faire l'objet d'un financement complémentaire.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

7.1 : Engagements du Département

Le Département, porteur associé sur son territoire et s'engage à :

- Piloter le déploiement et la mise en œuvre du Programme au niveau de son territoire :
 - Assurer la communication du Programme en lien avec la campagne France RENOV en articulation avec la communication mise en place à l'échelle régionale ;

- Animer et coordonner les Espaces France RENOV' financés dans le cadre du programme SARE au niveau territorial en lien avec l'animation régionale ;
 - Organiser l'association de la Cove, de l'ALTE et de la CMAR sur le territoire de la Cove;
 - Mettre à jour la base de données des structures de mise en œuvre afin d'alimenter le site national France-renov.gouv.fr ;
 - Alimenter régulièrement l'outil SIMUL'AIDES proposé par le porteur pilote, pour la remontée des aides financières régionales et locales ;
 - Communiquer annuellement les résultats territoriaux du Programme ;
 - Faire remonter régulièrement les avancées du déploiement du programme à l'ADEME en tant que porteur pilote, à la Région en tant que porteur associé coordinateur ainsi qu'au COPIL REGIONAL, notamment dans le cadre des outils définis ;
 - Fournir tous les éléments et données, au porteur associé coordinateur, nécessaires au bon déroulement de la coordination, l'animation et la communication régionale du Programme ;
 - Proposer l'offre de formation développée par le porteur pilote et/ou du porteur associé coordinateur ;
 - Participer, dans la mesure du possible aux différents Groupes de travail (GT) du Programme et aux réunions de réseau organisées par le porteur associé coordinateur ;
- Assurer l'exécution financière du Programme au niveau territorial :
 - Recevoir les fonds transmis par les obligés,
 - Distribuer, tout ou partie de ces fonds aux structures de mise en œuvre du Programme ;
 - Suivre l'exécution financière du Programme du niveau territorial ;
 - Proposer les appels de fonds et les ajustements, si besoin, au COPIL REGIONAL.

7.2 : Engagements de la CoVe

La CoVe est chargée de coordonner la mise en œuvre opérationnelle du service France Rénov' sur son territoire et s'engage à :

- accompagner l'ALTE dans la mise en œuvre opérationnelle de France Rénov' et le renforcement de la dynamique de rénovation énergétique du territoire en promouvant le dispositif à travers ses supports de communication et en faisant le relai des informations auprès des communes du territoire et des partenaires ;
- s'assurer du développement des actions d'information, de communication et d'un parcours d'accompagnement complet en faveur de la rénovation des logements et du petit tertiaire ;
- veiller au respect des engagements définis dans la convention avec l'ALTE en partenariat avec le Département, porteur associé ;
- attribuer une subvention à l'ALTE et valider les versements en fonction des objectifs atteints ;
- assurer la logistique et la communication concernant les animations événementielle organisées et animées par l'ALTE sur le territoire de la CoVe
- assurer le relais de la communication sur les objectifs et les résultats atteints ;
- Organiser et mettre en œuvre la communication sur les permanences, les animations, les événements à travers notamment son site internet et ses supports de communication locaux.
- mettre en lien son réseau de communes, de partenaires et sa marque Provence Créative pour faciliter la mise en œuvre du programme ;
- assurer la bonne articulation entre le service France Rénov' et les autres dispositifs spécifiques en matière de rénovation énergétique (ex : OPAH, PIG...).
- mobiliser et coordonner les acteurs du territoire pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle de la rénovation sur le territoire ;

7.3 : Engagements de l'ALTE

L'ALTE assure la mise en œuvre opérationnelle du service France Rénov' sur le territoire de la CoVe, dans la limite des financements obtenus dans le cadre du dispositif, et s'engage à :

- définir et ajuster dans le temps, les moyens nécessaires ;
- structurer une équipe pour mettre en place l'espace conseil France Rénov' afin de répondre aux objectifs fixés ;
- organiser et animer les animations sur le territoire (ateliers, conférences et stands sur salons) en coordination avec la CoVe et dans le cadre du dispositif national, la COVE prenant en charge la logistique et la communication de ces animations ;
- Relayer la COVE dans sa communication pour mobiliser les ménages, le petit tertiaire et les professionnels ;
- construire les outils nécessaires au suivi pour rendre compte qualitativement et quantitativement des avancées du dispositif à minima lors des réunions du comité de suivi (3 fois par an). Le suivi statistique des données sera transmis à chaque comité de suivi.

ARTICLE 8 – FINANCEMENT DU PROGRAMME

L'imbrication des différents mécanismes de financement de ce programme nécessite d'être explicitée pour une meilleure visibilité.

8.1 : Les mécanismes financiers des différents partenaires et montant de la subvention de la Cove

La répartition par actes telle que prévue à l'article 4.2 constitue une programmation prévisionnelle et des ajustements pourront être réalisés au vu de l'avancement de la mise en œuvre du programme, dans le cadre du comité de suivi de la présente convention et en cohérence avec les objectifs départementaux.

Le montant global des dépenses pour le déploiement du service France Rénov' sur le territoire s'élève à 134 714 € pour l'année 2023. Ce montant global prévisionnel constitue donc un plafond. Il est cofinancé de la manière suivante :

- CEE : 63 191 €
Ils sont financés par les obligés ayant signés la convention régionale, à savoir par ESSO S.A.F., DISTRIDYN, ARMORINE à raison de 33% chacun. Le montant total représente 50% des actes, hors missions complémentaires,
- Département en tant que porteur associé : subvention de 3 200 € sur les actes A1 et A2 et, depuis 2022, d'une aide au fonctionnement « Portage – forfait habitant » de 3 562,50 €, dédiée au portage et à la sécurisation financière du projet pour actes A1/A2, tout en maintenant la valorisation de la qualité de service, total 6 763 €,
- CoVe : 64 760 € maximum.
Ces deux parts représentent les 50% des actes, hors missions complémentaires.

8.2 : Les modalités financières

a) Les modalités de versements des fonds des CEE

Conformément aux dispositions prévues dans la convention régionale, les financements apportés par les financeurs obligés (CEE) seront libérés par tranche, au fur et à mesure de l'avancement du programme. Pour cela, avant chaque COPIL régional, le Département (en tant que porteur associé) transmettra à la Région (en tant que porteur associé coordinateur) la liste d'indicateurs actualisée, notamment par l'ALTE, selon les modalités précisées dans la convention régionale.

Le Département assure ainsi :

- la gestion du fonds du programme SARE pour le département ;

- réalise les appels de fonds à destination des obligés financeurs ;
- émet les attestations de versement ;
- distribue tout ou partie des fonds à l'ALTE ;
- s'assure du respect de l'enveloppe budgétaire.

Les actes, dont les montants sont à l'acte ou forfaitaire, seront présentés par l'ALTE au Département qui les transmettra au COPIL régional, qui disposera d'un estimatif et d'un suivi régulier des dépenses estimées. Les appels de fonds suivants seront établis sur la base des résultats obtenus.

Une convention bilatérale ALTE-Département de Vaucluse précise annuellement les modalités de paiement du programme SARE à l'ALTE à l'échelle du département.

Chaque appel de fonds sera adressé aux financeurs par le Département (porteur associé), après validation du COPIL régional. Les fonds appelés seront versés par les financeurs directement au Département qui se chargera de les redistribuer à l'ALTE en fonction des indicateurs de suivi transmis.

b) Les conditions de versements des fonds de la CoVe

En 2022, la part de la CoVe prévue pour financer le SARE sera composée de trois parties :

- **L'acompte** correspondant à 30% du montant global de la subvention prévue pour 2023 afin de permettre le démarrage du programme puis sa mise en œuvre par l'ALTE et de disposer d'une trésorerie suffisante pour déployer les moyens nécessaires. La part « Portage – forfait habitant » est incluse dans ce forfait. Considérée comme une avance, la part fixe sera versée en une seule fois à la signature de la convention.
- **Un deuxième acompte** sera déclenché sur présentation des résultats en comité de suivi (power point). Il sera calculé au prorata de la part du nombre d'actes réalisés sur l'année par rapport aux objectifs fixés dans l'article 4 et l'avancement des actions de communication.
- **La part complémentaire** : elle sera ajoutée lors du versement des acomptes. Elle correspond aux demandes spécifiques ou complémentaires validées par la CoVe.

Les versements intermédiaires seront effectués à partir de la présentation power point des résultats en comité de suivi avec des éléments quantitatifs et si possible des éléments qualitatifs sur les conseils apportés (profil des ménages, fourchette de revenus, localisation, thématiques abordées) et sur l'avancement du suivi-animation.

- **Le solde de la subvention** sera versé en janvier 2024 au prorata de l'atteinte des objectifs. Il sera versé sur présentation d'un rapport final d'activité faisant état :
 - des résultats quantitatifs et qualitatifs du programme d'actions intégrant notamment les indicateurs de suivi du SARE et de la CoVe (Annexe 3)
 - du déroulement et de l'impact des événements

Après approbation par le Commissaire aux comptes, le bilan financier 2023 sera transmis avec un état récapitulatif annuel des dépenses et recettes pour l'année 2023 sur le territoire de la CoVe au cours du premier semestre 2024.

Dans l'hypothèse où, lors du calcul du solde de la contribution annuelle, il apparaîtrait que le montant total des dépenses réellement engagées serait supérieur au montant total de la contribution fixée à l'article 8.1, la contribution versée par la CoVe ne pourra être supérieure aux montants indiqués, sauf révision à la hausse décidée par la CoVe.

Dans l'hypothèse où, lors du calcul du solde de la contribution annuelle, il apparaîtrait que le montant total des dépenses nettes réellement engagées serait inférieur au montant total de la contribution fixée à l'article 8.1, la part variable de la CoVe devra faire l'objet d'un remboursement (cf modalités article 8.3). Les dépenses spécifiques ou complémentaires pourront être intégrées dans le calcul du solde de la contribution annuelle.

Les dépenses réellement engagées par l'ALTE seront composées des dépenses directement liées au projet (salaires, dépenses sur factures), ainsi que des dépenses de structure (salaire des postes d'encadrement, postes administratifs, financiers, communication, autres dépenses de structures) répartis au prorata du temps de travail réel de l'ALTE sur le territoire. Les dépenses seront présentées sous forme de bilan financier analytique en fin d'année à la CoVe.

La participation de la CoVe est conditionnée au versement des CEE sur les actes métiers correspondant à la moitié de l'engagement des prestations. Si les modalités de paiement des CEE venaient à être modifiées, le dispositif devrait être revu dans sa totalité.

8.3 : Remboursement en cas de trop perçu

Dans le cadre d'un éventuel versement de trop perçu de 2023, le remboursement par l'ALTE se ferait au moment de la présentation du bilan financier et des comptes validés par l'expert-comptable au cours du 1^{er} semestre 2024.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

9.1 : Plan de communication et engagement du Département

Le Département s'engage à assurer la communication du programme en lien avec la campagne France Rénov' en articulation avec la communication mise en place à l'échelle régionale.

Un plan de communication a été rédigé par l'Etat concernant le déploiement du dispositif France Rénov' pour 2023. Toute une campagne nationale a été lancée : elle se veut unique afin de ne pas multiplier les créneaux d'information et permettre aux usagers de se repérer parmi les nombreuses aides financières mobilisables pour leur projet de rénovation. Cette communication sera reprise au niveau local. En tant que structure de mise en œuvre, l'ALTE utilisera les outils mis à disposition par l'ADEME et l'ANAH. Elle sera le relai de la communication à travers les outils qui lui seront fournis tout au long de l'année afin être bien identifiée comme l'espace conseil France Rénov de proximité.

La charte « France Rénov' » est disponible sur le site : <https://france-renov.gouv.fr/>.

9.2 : Modalités de communication

Les coûts pris en compte concernant l'organisation, l'animation, la logistique et la communication des animations sont les suivants lorsqu'ils sont entièrement réalisés par l'ALTE :

SARE COÛT DES EVENEMENTS 2023							
(Non soumis à TVA)	Travaux obligatoires de l'ALTE (*) en nombre de jours	Forum rénovation et habitat		Conférence		Stand	
	Nombre de salarié.es ALTE sur l'évènement	3		1		1	
Phases	Détails travaux	Nb jours	Budget	Nb jours	Budget	Nb jours	Budget
Organisation	Recrutement des intervenants, brief des intervenants, rédaction des supports de présentation, préparation des outils d'animation, définition des besoins (logistique, communication...), portage de l'évènement	6	2 244,00 €	3	1 122,00 €	1	374,00 €
Animation	Animation de l'évènement	4,5	1 683,00 €	1,25	467,50 €	1,5	561,00 €
Logistique	Location de matériel : Tentes et barnums, tables, chaises, barnums, livraison installation reprise (prix indicatif selon besoins)		3 030,00 €				
	Repérage, réservations de la salle et du matériel, gestion de l'installation et installation, signalétique	3	1 122,00 €	1	374,00 €		
Communication	Mission ALTE	5	1 870,00 €	4	1 496,00 €	0,5	187,00 €
	Visuels (affiches et déclinaisons), impressions		200,00 €		200,00 €		
	Campagne radio		800,00 €		néant		
	Encart presse		600,00 €		500,00 €		
	Réseaux sociaux et web		200,00 €		100,00 €		100,00 €
	Frais de réception		400,00 €		néant		
	Outils promotion ALTE		50,00 €		20,00 €		
	Coût global	18,5	12 199,00 €	9,25	4 279,50 €	3	1 222,00 €
	Coût lignes organisation-animation		3 927,00 €		1 589,50 €		935,00 €

Sur le territoire de la CoVe, l'organisation choisie pour les actes de communication est la suivante :

- La CoVe est en charge de la logistique et de la communication.
- L'ALTE est en charge de l'organisation, la préparation des supports (power point), de l'animation de l'évènement et du relai de l'information

Volet animation communication auprès des ménages (actes C1)

- Participation et animation de 2 conférences, 1 stand et 1 balade thermique
- 2 conférences, l'une sur les énergies renouvelables (photovoltaïque) et les aides à la rénovation énergétique, l'autre sur confort d'été / confort d'hiver
- 1 Stand organisé dans le cadre des journées de l'architecture et du patrimoine
- 1 balade à l'aide d'une caméra thermique pour comprendre les déperditions de chaleur
- Coût actes C1 : 3 x 1589,50 € + 1 x 935 € = **5 703,50 €** - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Volet animation communication auprès des artisans, des entreprises et du petit tertiaire (actes C2)

- Participation et animation d'1 conférence et 1 stand
- 1 conférence sur « Je rénove mon bâtiment »
- 1 stand en lien avec la gare numérique
- Coût actes C2 : 1 x 1589,50 € + 1 x 935 € = **2 524,50 €** - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Volet animation communication auprès des professionnels et des acteurs locaux (actes C3)

- Participation et animation de 2 conférences
- L'une en partenariat avec SOLIHA auprès des acteurs immobiliers, notaires et banque. L'autre en lien avec la CMAR auprès des artisans, acteurs bâtiments, entreprises
- Coût actes C3 : 2 x 1589,50 € = **3 179 €** - Pris en charge 50% CEE, 50% CoVe

Le budget de ces animations est comptabilisé dans les actes **C1, C2, C3. Total : 11 407€**, pris en charge à 50% CEE, 50% CoVe. Il s'agit d'un programme prévisionnel à titre indicatif, il pourra être modifié en accord entre l'ALTE et la CoVe, réparti de la manière suivante :

PROGRAMMATION PREVISIONNELLE								
Acte	Intitulé évènement	Date	Horaire	Nombre de jour	Lieu	Nature évènement	Nbr personnes	Coût
C1	Conférence photovoltaïque	Avril	18h00	1	A définir	Conférence	1	1 589,50 €
	Conférence confort été / hiver	Début juin	18h00	1	A définir	Conférence	1	1 589,50 €
	Journée Patrimoine et Architecture	14/10/2023	10h-17h	1	Carpentras	Stand	1	935,00 €
	Balade thermique	Décembre	20h	1	A définir	Balade	1	1 589,50 €
C2	Je rénove mon bâtiment	Mai-juin	18h00	1	A définir	Conférence	1	1 589,50 €
	Aide réno - Gare numérique	A définir	10h-17h	1	Carpentras	Stand	1	935,00 €
C3	Conférence Aides Réno : acteurs immobiliers, banques, notaires avec SOLIHA	Mai	8h	1	A définir	Conférence	1	1 589,50 €
	Conférence Acteurs bâtiment avec la CMAR	Septembre	18h00	1	A définir	Conférence	1	1 589,50 €
								11 407,00 €

Dans le volet animation, il est également inscrit une ligne **demande complémentaire**, hors actes, pour d'éventuelles demandes supplémentaires.

- Coût : forfait de 1 589,50€ à ajuster en fonction des demandes. Cette enveloppe ne pourra pas dépasser **4 768,50 €** - Pris en charge 100 % CoVe

Un point sur la communication aura lieu lors des comités de suivi. Si nécessaire, il sera proposé des ajustements pour mieux répondre aux objectifs.

9.3 : Les engagements de l'ALTE

L'ALTE s'engage à mentionner le soutien financier du Département, de la Cove et à faire figurer les logos de l'ANAH, du Porteur pilote (Région PACA), du Département, de la Cove, de la campagne France Rénov', et des CEE sur ses documents et publications officiels de communication, dans le cadre de la réalisation de toute action se rapportant au programme d'actions lié à la présente convention : permanences, évènements, manifestations qui ont lieu sur le territoire et sur son site internet. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.

L'ALTE s'engage à faire mention de la campagne nationale France Rénov', et du soutien du Département et de la Cove dans ses rapports avec les médias.

L'ALTE s'engage à faire le relai sur ses outils de communication des animations organisées par la CoVe ou le Département sur le territoire en lien avec cette convention.

L'ALTE s'engage à informer la CoVe et le Département de tout évènement organisé sur son territoire en lien avec la présente convention.

9.4 : Les engagements de la COVE

La CoVe s'engage à informer les habitants et les publics (élus locaux, entreprises...) de son territoire des actions et évènements organisés et animés par l'ALTE : communication sur le site internet de la CoVe et les gazettes locales, affichage, invitation personnalisée, campagne radio, encart presse, réseaux sociaux et web, frais de réception.

La COVE s'engage à organiser la logistique des évènements : repérage, réservations de la salle et du matériel, gestion de l'installation et installation, signalétique.

La Cove s'engage à informer le Département de tout événement organisé sur son territoire en lien avec la présente convention.

ARTICLE 10 – MODALITES DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI

Une liste composée d'indicateurs de reporting et de suivi du programme figure en annexe 3. Cette liste est complétée par la CoVe qui a des besoins en termes de suivi notamment sur le volet consommation énergétique et efficacité de l'action d'accompagnement.

Leur analyse par l'ALTE permettra l'évaluation continue des résultats du programme et sera présentée aux comités de suivi (cf article 6 sur la gouvernance). L'ensemble des indicateurs mettront en exergue les points forts et points faibles de cet accompagnement, les dysfonctionnements observés par rapport aux objectifs initialement prévus. Ce suivi permettra de donner une vision dynamique du déroulement du programme permettant d'envisager les réorientations éventuellement nécessaires pour répondre au mieux aux objectifs.

L'ensemble des indicateurs quantitatifs, qualitatifs et de perspectives sont présentés en annexe 3.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 4.

ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNEES

L'ensemble des Traitements de Données personnelles mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la Convention respecte la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) (« RGPD »).

A ce titre, l'Annexe 4 a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties s'engagent entre elles à effectuer, les opérations de traitement portant sur les données à caractère personnel traitées dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION POUR FAUTE DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de

conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le tribunal administratif de Nîmes est le seul compétent.

ARTICLE 15 – LISTES DES ANNEXES

Les annexes ci-dessous constituent une partie intégrante de la présente convention :

- **ANNEXE 1** : Programme d'actions et financiers du SARE sur le territoire de la CoVe : réalisé 2021, réalisé 2022 et objectifs prévisionnels 2023
- **ANNEXE 2** : Plan de déploiement du SARE sur le territoire de la CoVe
- **ANNEXE 3** : Les indicateurs du service France Rénov'
- **ANNEXE 4** : Protection des données personnelles

Fait à Carpentras, le

En 3 exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération Ventoux
Comtat Venaissin**

La Présidente

Madame Jacqueline BOUYAC

Pour l'Agence Locale de la Transition Energétique

Le Président

Monsieur Pierre CHENET

Pour le Département,

La Présidente

Madame Dominique SANTONI

ANNEXE 1 : Programme d'actions et financier du SARE sur le territoire de la CoVe

Réalisé 2021, Réalisé 2022, Objectifs 2023

REALISE 2021							
ACTES		COUT ACTE	Objectifs réalisés	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe	
Portage - Aide exceptionnelle démarrage 2021				0 €	non connu	35 271 €	
Information de premier niveau	A1	8 €	476	3 808 €	2 303 €	1 505 €	
Conseil personnalisé aux ménages	Maison individuelle	A2	50 €	413	20 650 €	13 119 €	7 531 €
	Copropriété	A2	150 €	0	0 €	0 €	0 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation globale	Maison individuelle	A4	800 €	50	40 000 €	20 000 €	20 000 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de rénovation globale	Maison individuelle	A4 bis	400 €	0	0 €	0 €	0 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Information de premier niveau du petit tertiaire	B1	16 €	3	48 €	24 €	24 €	
Conseil aux entreprises	B2	400 €	3	1 200 €	600 €	600 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...ménages	C1	5 292 €	1	5 292 €	2 646 €	2 646 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...petit	C2	2 113 €	1	2 113 €	1 057 €	1 057 €	
Budget sensibilisation, communication,	C3	6 316 €	1	6 316 €	3 158 €	3 158 €	
TOTAL			948	91 427 €	48 907 €	77 792 €	
* Aide Département 3 192€ (répartis sur A1 + A2)							

REALISE 2022							
ACTES		COUT ACTE	Objectifs réalisés	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe	
Portage - forfait habitant (50% CEE, 50%CD 84, majoration CoVe				7 142 €	7 124 €		
Information de premier niveau	A1	8 €	609	4 872 €	4 436 €	436 €	
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	520	26 000 €	14 192 €	11 808 €
	Copropriété	A2	150 €	8	1 200 €	600 €	600 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	800 €	64	51 200 €	25 600 €	25 600 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de rénovation globale	Logement individuel	A4 bis	400 €	7	2 800 €	1 400 €	1 400 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €	0 €
Information de premier niveau du petit tertiaire	B1	50 €	6	300 €	150 €	150 €	
Conseil aux entreprises	B2	600 €	4	2 400 €	1 200 €	1 200 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...ménages	C1	1 200 €	4	4 800 €	2 400 €	2 400 €	
Budget sensibilisation, communication, animation...petit	C2	750 €	1	750 €	375 €	375 €	
Budget sensibilisation, communication,	C3	1 200 €	0	0 €	0 €	0 €	
TOTAL			1221	113 464 €	63 477 €	49 969 €	
* Aide Département 3 192€ (répartis 2000€ sur A1 + 1191€ sur A2)							

PREVISIONNEL 2023						
ACTES		COUT ACTE	Objectifs prévisionnels	TOTAL	Part CEE + CD 84 *	Part CoVe
Portage - Forfait habitant sup Actes A1/A2		10 688 €	1	10 688 €	7 125 €	3 563 €
Information de premier niveau	A1	8 €	650	5 200 €	4 600 €	600 €
Conseil personnalisé aux ménages	Logement individuel	A2	50 €	563	28 150 €	15 275 €
	Copropriété	A2	150 €	8	1 200 €	600 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation de travaux de rénovation	Logement individuel	A4	800 €	70	56 000 €	28 000 €
	Copropriété	A4	4 000 €	3	12 000 €	6 000 €
Accompagnement des ménages pour la réalisation et le suivi de travaux de	Logement individuel	A4 bis	400 €	6	2 400 €	1 200 €
	Copropriété	A4 bis	8 000 €	0	0 €	0 €
Total A1 + A2 + A4 + A4bis	A1-4		1300	104 950 €	55 675 €	49 275 €
Information de premier niveau du petit tertiaire	B1	50 €	10	500 €	250 €	250 €
Conseil aux entreprises	B2	600 €	4	2 400 €	1 200 €	1 200 €
Total B1 + B2	B 1,2		14	2 900 €	1 450 €	1 450 €
Budget animation / comm - Ménages	C1	1 590 €	3	4 769 €	2 384 €	2 384 €
		935 €	1	935 €	468 €	468 €
Budget animation / comm - Petit tertiaire	C2	1 590 €	1	1 590 €	795 €	795 €
		935 €	1	935 €	468 €	468 €
Budget animation / comm - Professionnels, acteurs locaux	C3	1 590 €	2	3 179 €	1 590 €	1 590 €
Total C1 + C2 + C3	C 1, 2, 3		8	11407	5704	5704
Demandes complémentaires		1 590 €	3	4 769 €	0 €	4 769 €
TOTAL				134 714 €	69 954 €	64 760 €

* Aide Département 3 562,5€ en forfait sup et 3 200 € (répartis entre 2000€ sur A1 + 1200€ A2) - Total 6 762,50€

ANNEXE 2 Le plan de déploiement du SARE sur le territoire de la CoVe

PLAN DE DEPLOIEMENT DU SARE SUR LE TERRITOIRE DE LA COVE

L'Agence Locale de la Transition Energétique (ALTE) est partenaire des territoires pour une utilisation raisonnée de l'énergie, la valorisation des ressources du territoire et la production locale d'énergies renouvelables.

L'ALTE, présente sur le territoire de la CoVe depuis plus de vingt ans, porte depuis de nombreuses années

- Quatre Espaces Info Energie en Vaucluse et dans les Alpes-de-Haute-Provence
- La Plateforme territoriale de la rénovation énergétique de Vaucluse
- Un service de conseil en énergie partagé par les communes volontaires (CEP)
- Un service de lutte contre la précarité énergétique

Les expertises et savoir-faire acquis durant ces années, et reconnus par les partenaires et institutions du département de Vaucluse, sont mises au service du dispositif SARE à partir du 1^{er} janvier 2021 :

- Méthodologie dans l'organisation d'événements et animations locales
- Outils de communication et réseaux
- Accompagnement technique des projets
- Dimensionnement financier des projets
- Accompagnement à la mobilisation des aides et au suivi de chantier
- Retour d'expériences sur les projets mis en œuvre...

Association loi 1901 reconnue « Entreprise solidaire d'utilité sociale » par le Préfet de Vaucluse, l'ALTE se structure depuis 2019 pour dynamiser, en partenariat avec les intercommunalités, une massification de la transition énergétique à l'échelle intercommunale.

Enfin, rompue à la gestion de projets complexes, l'ALTE est équipée d'outils de gestion analytique des temps de travail et dépenses, permettant de gérer avec précision le projet SARE à l'échelle de la CoVe.

A - MOYENS HUMAINS

Les moyens humains mis en place pour assurer le déploiement du service France Rénov' sur le territoire de la CoVe sont les suivants :

Cette estimation se base sur des temps prévisionnels moyens par actes métiers du service France Rénov'. Ces moyens seront dédiés exclusivement à l'exécution des actes-métier du service France Rénov'. Le délai de recrutement des salariés dédiés au projet peut néanmoins venir retarder la mise en place opérationnelle du dispositif.

- **Un.e chef de projet**
Missions
Le management global du projet SARE à l'échelle départementale
- **Un.e « Responsable communication et évènementiel »**
Missions
- Coordonner les volets Communication et Evènementiel à l'échelle départementale et EPCI

- Encadrer la mise en œuvre des événements par l'équipe opérationnelle
 - Contribuer si nécessaire à la communication événementielle des EPCI pour les événements organisés par l'ALTE
 - Gérer la rédaction et la diffusion des communiqués et dossiers de presse lorsqu'il s'agit d'événements ALTE.
- **Un.e responsable de l'agence Ventoux-Ouest-Vaucluse**
- Missions
- Le management opérationnel
 - La planification de l'activité du.es chargé.e.s de mission
 - La mise à jour des outils de reporting
- **Des « Conseiller.ère.s France RENOV » basés à l'agence Ventoux-Ouest-Vaucluse**
- Missions :
- Accompagner les particuliers, les copropriétés et les entreprises du petit tertiaire privé :
 - Conseiller et accompagner les particuliers dans la rénovation de leur logement
 - Conseiller et accompagner les entreprises du petit-tertiaire dans la rénovation de leurs locaux
 - Conseiller et accompagner les copropriétés dans la définition et le montage d'un dossier d'aides à la rénovation de la résidence
 - Adapter le mode d'intervention : courriel, téléphone, rendez-vous, permanences locales
 - Assurer une veille permanente sur les sujets de la rénovation
 - Organiser et animer les animations : forum, conférences stands

B - PROJET OPERATIONNEL A L'ECHELLE DE LA COVE

Description des actes métiers mis en œuvre par l'ALTE sur le territoire de la CoVe.

1. Guichet France Rénov' auprès des ménages et des entreprises

Objectif :

Ce guichet permet la mise en œuvre des actes métiers :

- Informations de premier niveau (A1)
- Conseil personnalisé aux ménages (A2)
- Information de premier niveau pour le petit tertiaire privé (B1)
- Conseil aux entreprises » (B2)

Ce guichet vise à :

- Augmenter le taux de passage à l'acte des particuliers et des entreprises du petit tertiaire privé vers la transition énergétique à travers différentes sous-actions présentées ci-après.
- Accompagner les habitants et les entreprises du petit tertiaire privé dans leur projet, à travers une information de premier niveau, puis un conseil personnalisé lorsque le projet est suffisamment défini. Cet accompagnement s'articule autour de trois outils :
 - Les permanences physiques délocalisées, sur rendez-vous, dans les communes
 - Les entretiens téléphoniques, pour les projets le permettant, et afin d'accélérer le délai de réponse aux demandeurs

- Les conseils par courrier électronique, destinées aux problématiques ne nécessitant pas d'entretien physique ou téléphonique, mais permettant d'accélérer le délai de réponse aux demandeurs

Les informations de premier niveau sont traitées par les outils privilégiant l'efficacité : entretiens téléphoniques et conseils par courrier électronique.

Ces informations pourront également être données lors de présence sur des stands, marchés etc...

Les conseils personnalisés sont menés sous la forme la plus adaptée à chaque projet :

- La tenue de rendez-vous physiques délocalisés, à la journée, est privilégiée. L'objectif est de proposer aux publics des lieux de rencontre au plus proche.
- L'accueil des publics lors de ces permanences, se fera sur rendez-vous uniquement afin d'amener les porteurs de projets à préciser leurs idées en amont de l'entretien. Cela permet également de rendre ces permanences accessibles au plus grand nombre, et sans temps d'attente. Cet accueil se fera sur des plages horaires élargies pour pouvoir répondre aux besoins des usagers.
- Selon la complexité de la demande, le traitement par téléphone ou courrier électronique pourra être proposé

Mise en œuvre opérationnelle :

Le premier accueil du public par un.e conseiller.ère France Rénov' de l'ALTE se fait par le biais :

- du standard téléphonique le lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.
- Des rendez-vous délocalisés sont également programmés sur les communes de la CoVe :
 - Bedoin le 2^{ème} vendredi de chaque mois de 9h à 12h
 - Carpentras les lundis mercredis de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30
 - Mazan le 2^{ème} jeudi de chaque mois de 9h à 12h
 - Sarrians le 2^{ème} vendredi de chaque mois de 14h à 17h
 - St Didier le 2^{ème} mardi de chaque mois de 14h à 17h

Les permanences seront adaptées en fonction des besoins.

2. Descriptif de l'acte « Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale » (A3, A4 et A4bis)

Les conditions à respecter pour passer de l'acte de « Conseil personnalisé aux ménages » (acte A2) à l'acte « Accompagnement du ménage à la réalisation de leurs travaux » (acte A4) sont :

- La réalisation d'au moins deux des quatre catégories de travaux ci-après : chauffage, production d'eau, ventilation et isolation de l'enveloppe de la maison
- Une prévision de consommation conventionnelle annuelle en énergie primaire après travaux inférieure à 331 kWh/m²/an, pour les usages chauffage, refroidissement et production d'eau chaude sanitaire, ventilation et isolation de l'enveloppe
- Un gain énergétique prévisionnel d'au moins 35 % par rapport à la consommation annuelle en énergie primaire

Ces conditions peuvent évoluer en fonction des nouvelles réglementations.

De plus, les ménages accompagnés par le dispositif Habiter Mieux Sérénité de l'Anah, dans le cadre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), le Programme d'Intérêt Général (PIG) du Département, dans le cadre du PIV Action Logement ou tout autre dispositif opérationnel ayant mis en place un accompagnement par un opérateur-conseil ne peuvent pas bénéficier de cet acte.

Objectif : Cet acte permet d'augmenter le taux de passage à l'acte des particuliers vers la transition énergétique, à travers un accompagnement des porteurs de projet durant les étapes clefs de leurs travaux. Cela ne constitue aucunement une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

2.1. Audit énergétique (A3)

Déroulement de l'action :

Le conseiller France Rénov' mène les missions suivantes :

- Visite sur site pour la réalisation de l'audit
- L'audit énergétique précise pour chaque étape des scénarios de travaux :
 - o La consommation annuelle d'énergie finale et primaire, les émissions de GES, du bâtiment après travaux pour chaque usage suivant de l'énergie : le chauffage, le refroidissement, la production d'eau chaude sanitaire, la ventilation et l'éclairage ;
 - o L'estimation des économies d'énergie en kWh, puis en euros par rapport à la situation de référence modélisée ainsi que l'estimation du coût des travaux détaillés par action et les aides financières mobilisables ;
 - o Il décrit, pour chaque type de travaux proposés, les critères de performances minimales des équipements, matériaux ou appareils nécessaires aux entreprises pour la réalisation des travaux.
 - o Il mentionne l'existence d'aides publiques destinées aux travaux d'amélioration de la performance énergétique
- Un rapport d'audit doit être remis au ménage

2.2. Accompagner les ménages dans leurs travaux (A4)

Déroulement de l'action :

Le conseiller France Rénov' mène les missions suivantes :

- Visite sur site pour évaluer les besoins et produire une évaluation énergétique
- Lorsqu'un audit énergétique a été réalisé par une structure tierce, proposition d'un accompagnement permettant l'appropriation de cet audit, et d'une aide au choix de scénario
- Si aucun audit énergétique n'a été réalisé, évaluation énergétique du logement via l'outil de simulation thermique « CapRenov' », afin de proposer un plan de travaux
- Différents accompagnements sont ensuite proposés :
 - o Mobilisation de certificats d'économies d'énergie, avant signature du devis, réalisée par les salariés de l'ALTE
 - o Sélection des entreprises (fourniture de liste d'entreprises, analyse des devis, etc.)
 - o Aide sur la mobilisation des aides financières par les salariés de l'ALTE
 - o Elaboration d'un plan de financement individuel et notamment du reste à charge et de l'avance des aides (incluant à la fois des missions d'assistance aux démarches en ligne sur les sites monprojet.anah.gouv.fr et maprimerenov.gouv.fr ou une activité de mandataire démarche en ligne voire mandataire pour perception des fonds)
- Accompagnement du ménage aux étapes clefs du projet (vérification des travaux, aide au versement des aides...)

2.3. Accompagner et suivre les ménages dans leurs travaux (A4 bis)

Déroulement de l'action :

Cette action permet, en complément de la sous-action précédente 2.1, d'accompagner de manière plus poussée le ménage durant le chantier, et d'évaluer à posteriori l'économie engendrée. Le conseiller France Rénov' mène donc les missions suivantes :

- Accompagnement du ménage durant le chantier : le conseiller est disponible pour répondre aux questions du ménage.

- L'accompagnement du ménage à la prise en main de son logement rénové
- Un suivi des consommations énergétiques post-travaux : le ménage est recontacté un an après travaux, dans le but de connaître puis analyser les consommations post-travaux. Une relance sera faite en cas de non-réponse.

1. Sensibilisation, communication, animation sur le territoire de la COVE

Ce guichet permet la mise en œuvre des actes métiers suivants :

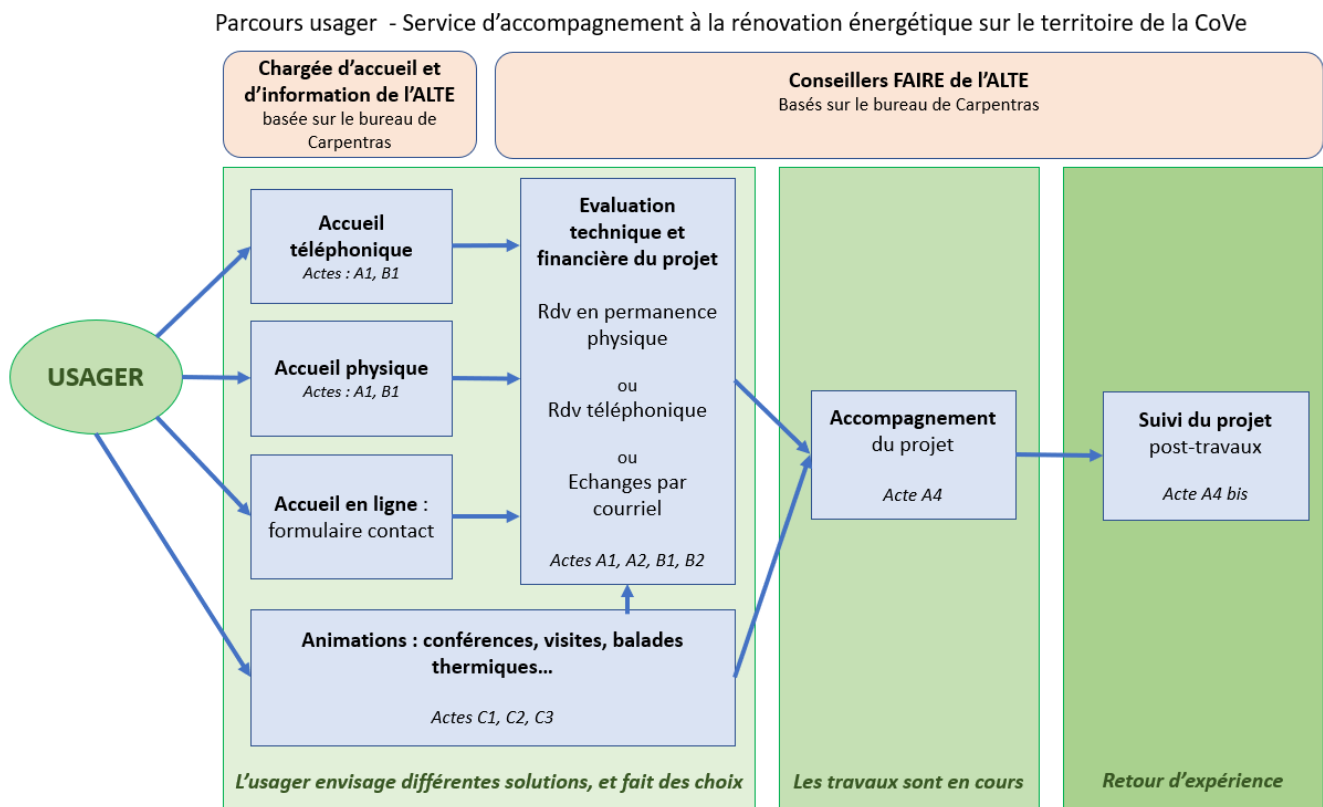
- Sensibilisation, communication, animation des ménages (C1)
- Sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé (C2)
- Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux » (C3)

Les animations sont organisées dans le cadre des forfaits de l'ALTE présentés ci-dessous :

SARE COÛT DES EVENEMENTS 2023							
(Non soumis à TVA)	Travaux obligatoires de l'ALTE (*) en nombre de jours	Forum rénovation et habitat		Conférence		Stand	
	Nombre de salarié.es ALTE sur l'évènement	3		1		1	
Phases	Détails travaux	Nb jours	Budget	Nb jours	Budget	Nb jours	Budget
Organisation	Recrutement des intervenants, brief des intervenants, rédaction des supports de présentation, préparation des outils d'animation, définition des besoins (logistique, communication...), portage de l'évènement	6	2 244,00 €	3	1 122,00 €	1	374,00 €
Animation	Animation de l'évènement	4,5	1 683,00 €	1,25	467,50 €	1,5	561,00 €
Logistique	Location de matériel : Tentes et barnums, tables, chaises, barnums, livraison installation reprise (prix indicatif selon besoins)		3 030,00 €				
	Repérage, réservations de la salle et du matériel, gestion de l'installation et installation, signalétique	3	1 122,00 €	1	374,00 €		
Communication	Mission ALTE	5	1 870,00 €	4	1 496,00 €	0,5	187,00 €
	Visuels (affiches et déclinaisons), impressions		200,00 €		200,00 €		
	Campagne radio		800,00 €		néant		
	Encart presse		600,00 €		500,00 €		
	Réseaux sociaux et web		200,00 €		100,00 €		100,00 €
	Frais de réception		400,00 €		néant		
	Outils promotion ALTE		50,00 €		20,00 €		
	Coût global	18,5	12 199,00 €	9,25	4 279,50 €	3	1 222,00 €
	Coût lignes organisation-animation		3 927,00 €		1 589,50 €		935,00 €

Le nombre d'animation est déterminé en accord avec la COVE.

Voici un schéma simple résumant le parcours de l'utilisateur au sein du dispositif :



Pour rappel :

- A1 : Information de premier niveau (information générique) auprès des ménages pour rénover leur logement
- B1 : Information de premier niveau (information générique) auprès du petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux
- A2 : Conseil personnalisé auprès des ménages pour rénover leur logement
- B2 : Conseil aux entreprises
- A3 : Audit énergétique
- A4 : Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation global
- A4 bis : Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation global (le passage de A4 à A4 bis sera déterminé en fin du projet sur proposition aux ménages)
- C1 : Sensibilisation, Communication, Animation des ménages
- C2 : Sensibilisation, Communication, Animation du petit tertiaire privé
- C3 : Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux

Les indicateurs du programme SARE sont les suivants :**Indicateurs relatifs aux ménages :**

- Nombre de demandes de personnes (modestes ou non) ou syndicats de copropriétaires informés en matière de rénovation ;
- Nombre de conseils personnalisés,
- Nombre de ménages en MI ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de copropriétés ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de ménages en MI ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement et de suivi de la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre de copropriétés ayant signé un engagement pour un service d'accompagnement et de suivi de la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Nombre d'animation à destination des ménages et détails des actions ;

Indicateurs pour les propriétaires de petit tertiaire privé et entreprises :


- Nombre de demandes d'entreprises du petit tertiaire privé ;
- Nombre de conseils personnalisés pour les entreprises ;
- Nombre d'animations vers les entreprises et détails des actions ;
- Nombre d'animations à destination du petit tertiaire privé et détails des actions ;

Les indicateurs complémentaires demandés par la CoVe pour le suivi qualitatif :

- le ratio de transformation des 1ers contacts en accompagnement et suivi de travaux
- Localisation des ménages : communes de la CoVe concernées
- Profil des ménages : nombre de personnes composant le ménage, revenus des ménages (éligible ANAH ou non), type de public demandeur, type de logement, type de bâtiment...
- Profil des demandes : thématiques le plus souvent abordées
- Orientation vers d'autres dispositifs

ANNEXE 4 : engagement des parties relatif à la protection des données

Envoyé en préfecture le 06/04/2023
Reçu en préfecture le 06/04/2023
Publié le 06/04/2023
ID : 084-248400053-20230403-DELIB44_23-DE



Cf pièce jointe